



13 février 2013

Bulletin n° 10

## Les présidents réclament un vote de grève à l'échelle provinciale

RICHMOND – Mardi, le Conseil des présidents s'est réuni pour discuter de la dernière attaque du gouvernement britanno-colombien contre les travailleurs du réseau scolaire élémentaire et secondaire.

Les présidents des sections locales du SCFP du réseau scolaire, lors d'une séance d'une journée complète, ont autorisé, par une très forte majorité, le comité provincial de négociation du Conseil à organiser un vote de grève à l'échelle provinciale, section locale par section locale.

Bien que les sections locales concernées soient rendues à divers stades de négociation, et bien que la table provinciale ait eu plusieurs rencontres avec l'association des employeurs du réseau scolaire public de la C.-B. (la BC Public School Employers' Association), les négociations n'avancent pas. Le président du Conseil, Colin Pawson, a souligné que l'objectif demeure le même, soit la conclusion d'une entente juste et raisonnable pour les 27 000 employés de soutien affiliés au SCFP, mais « qu'il faut se préparer à exercer des moyens de pression pour l'obtenir, compte tenu de la voie qu'a choisi d'emprunter ce gouvernement. »

Un vote de grève ne se traduit pas automatiquement en grève, mais il rend la tenue d'une grève possible en cas de besoin. De plus, il vient appuyer le comité provincial de négociation dans ses tractations avec le gouvernement.

M. Pawson a rapporté que sa lettre au ministre de l'Éducation Don McRae était restée sans réponse. Dans cette missive, il sollicitait une rencontre afin de discuter franchement et ouvertement du sous-financement chronique et du risque d'une ingérence du gouvernement dans la négociation collective.

À la fin janvier, le ministre McRae a dit aux conseils scolaires « que les conventions collectives ne doivent entraîner aucune hausse des dépenses des conseils ou de la province », ce qui ne constitue qu'une reformulation du mandat Zéro Net qui nous a empêchés d'avoir une augmentation de salaire depuis 2009. Précédemment, le ministère avait suggéré aux conseils scolaires que les hausses salariales ne pourraient pas dépasser 1,5 pour cent, contrecarrant ainsi toute tentative de négociation d'ordre pécuniaire à la table.

Les présidents des sections locales ont appuyé l'appel au vote de grève et aux moyens de pression en s'appuyant sur le fait que leurs membres « sont très frustrés et plus que prêts » à agir pour obtenir le financement adéquat du réseau scolaire et une augmentation de salaire reportée depuis trop longtemps. Le coordonnateur du réseau scolaire au SCFP, Bill Pegler, voit dans la décision du Conseil « un signal clair envoyé au provincial : les travailleurs du réseau scolaire vont se battre pour ce qui est juste. »

@CUPEbcschools

-30-